

Profitons de la crise climatique pour changer de modèle

Naomi Klein

Source : www.courrierinternational.com

Article original paru dans *The Nation* le 26 septembre 2014
www.thenation.com/article/181621/climate-change-peoples-shock

Le dernier ouvrage de Naomi Klein fait couler beaucoup d'encre dans la presse anglo-saxonne. Selon cette figure de l'altermondialisme, il faut se saisir de la lutte contre le changement climatique pour renverser l'ordre libéral et construire une société plus juste.

Il y a environ un an, j'ai dîné avec des amis à Athènes. Le lendemain matin, je devais interviewer Alexis Tsípras, le leader de Syriza, principal parti d'opposition [alliance de gauche], et l'une des rares lueurs d'espoir dans une Europe dévastée par l'austérité. J'ai demandé à mes amis quelles questions je devrais lui poser. Quelqu'un m'a suggéré : *"L'Histoire a frappé à votre porte. Avez-vous répondu ?"* A l'époque, Syriza combattait farouchement l'austérité.

Ce parti avait toutefois du mal à formuler clairement sa propre vision économique positive. Je m'étonnais surtout qu'il ne trouve rien à redire à la reprise des explorations pétrolières et gazières décidées par la coalition au pouvoir – une menace pour le magnifique espace maritime grec et, plus généralement, pour le climat. Il se bornait à réclamer que les recettes soient utilisées pour financer les retraites et non pour rembourser la dette du pays. Il ne proposait aucune alternative à l'"extractivisme" [intensification de l'extraction des ressources naturelles], et défendait simplement une redistribution plus équitable de la manne pétrolière – revendication que l'on retrouve dans pratiquement tous les pays d'Amérique latine gouvernés par la gauche.

Au cours de notre entretien, Tsípras a reconnu que la crise écologique lui avait été totalement éclipsée par des préoccupations plus immédiates : *"Notre parti avait placé l'environnement et le changement climatique au centre de ses priorités. Mais après ces années de crise en Grèce, nous avons oublié le changement climatique."* C'est tout à fait compréhensible. Mais c'est aussi une terrible occasion manquée – et pas uniquement pour un parti dans un pays du monde. Les recherches que j'ai menées depuis cinq ans m'ont convaincue que le changement climatique était l'occasion ou jamais d'amorcer une transformation progressiste.

Dans le cadre du projet visant à ramener nos émissions de gaz à effet de serre aux niveaux recommandés par de nombreux climatologues, nous avons une chance de promouvoir des politiques qui amélioreraient considérablement la vie des gens, combleraient le fossé entre riches et pauvres, créeraient énormément de bons emplois et redynamiseraient la démocratie à partir de la base.

Révolution permanente. Mais rien de tout cela ne se produira si nous ne répondons pas à l'Histoire au moment où elle frappe à notre porte, car nous savons à quoi mènera le système actuel s'il poursuit sur sa lancée. Nos émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter de façon exponentielle année après année, décennie après décennie.

Ces gaz piégeront la chaleur pendant plusieurs générations, créant un monde plus chaud, plus froid, plus humide, assoiffé, affamé et en colère. S'il y a le moindre espoir d'inverser la tendance, la demi-mesure ne servira à rien : la révolution climatique devra se jouer en boucle, tous les jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et partout. Il est déjà arrivé par le passé que les mouvements de résistance de masse prennent les commandes, et cela pourrait fort bien se reproduire.

Cela étant, nous devons admettre que, pour ramener les émissions mondiales aux niveaux que préconisent les climatologues, il faudra opérer un changement à une vitesse et à une échelle vraiment impressionnantes. Nous ne pourrions atteindre les objectifs fixés par les scientifiques qu'en contraignant certaines des entreprises les plus rentables de la planète à tirer un trait sur des milliers de milliards de dollars de recettes futures en renonçant à exploiter la grande majorité des réserves prouvées de combustibles fossiles. Il nous faudra également trouver des milliers de milliards de plus pour financer des transformations sociétales susceptibles de relever le défi du zéro carbone et de préparer le monde à réagir aux catastrophes.

Et il va de soi que nous voulons opérer ces changements radicaux de façon démocratique et sans effusion de sang. Les énergies solaire et éolienne peuvent certes être rentables. Mais, leur production étant par nature décentralisée, elles ne généreront jamais les bénéfices mirifiques auxquels les géants des énergies fossiles ne se sont que trop habitués. Autrement dit, si la justice climatique l'emporte, le prix qu'auront à payer nos élites économiques sera bien réel – non seulement par le manque à gagner du carbone non exploité, mais aussi à travers les réglementations, impôts et programmes sociaux nécessaires pour accomplir le changement requis. Ces nouvelles exigences imposées aux ultrariches pourraient bien mettre un terme à l'ère des oligarques désinvoltés de Davos. Mais la partie ne sera gagnée que si diverses composantes de la société se mobilisent à une échelle encore inédite.

S'il est vrai qu'il n'existe encore aucun précédent historique parfaitement comparable au défi climatique, les mouvements du passé n'en ont pas moins été riches en enseignements. L'une de ces leçons est que, lorsque de grands bouleversements se produisent dans l'équilibre des pouvoirs, ils sont invariablement le résultat d'une extraordinaire mobilisation sociale. Dans ces moments clés, l'activisme n'est plus l'apanage exclusif d'une petite tribu au sein d'une culture donnée, qu'il s'agisse d'une avant-garde radicale ou d'une sous-catégorie de professionnels convaincants, mais il devient une activité tout à fait normale qui s'étend à toute la société. Dans les moments historiques exceptionnels – les deux guerres mondiales, le contrecoup de la crise de 1929, l'apogée de la lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis –, la séparation classique entre "activistes" et "gens normaux" a perdu son sens, car le projet de changement sociétal était inextricablement lié au projet de vie. Les militants étaient tout simplement tout un chacun.

Il faut toujours garder à l'esprit que le plus grand obstacle que devra surmonter l'humanité pour résoudre la crise climatique ne tient ni à une action trop tardive ni à un manque de savoir-faire. Il nous reste tout juste assez de temps, et nous sommes inondés de technologies vertes et de projets écologiques. Mais, si nous sommes encore si nombreux à nous résigner, c'est parce que notre classe politique semble totalement incapable de s'approprier ces outils et de mettre en œuvre ces projets. Toutefois, les coupables ne sont pas uniquement les individus que nous élisons pour ensuite nous plaindre d'eux – nous avons aussi notre part de responsabilité. Avec les yeux rivés sur nos smartphones et une capacité de concentration aussi brève qu'un clic de souris, pris en tenaille par le fardeau de la dette et la précarité de l'emploi, où et comment trouverions-nous le temps de nous organiser ? A qui pourrions-nous faire suffisamment confiance pour nous diriger ? Et d'ailleurs, qui est ce "nous" ?

"Thérapie de choc". Pour toutes ces raisons, nous serons incapables de relever le défi climatique tant que nous ne l'envisagerons pas comme une lutte bien plus large entre des visions du monde différentes, comme un processus visant à reconstruire et réinventer l'idée même de collectivité, de

communauté, de bien commun, de société civile et de civisme – idée mise à mal et abandonnée depuis des décennies. Si le défi climatique nous paraît si intimidant, c'est parce qu'il impose de passer outre à toute une série de règles – certaines inscrites dans les législations nationales et les accords commerciaux, et d'autres, non écrites mais tout aussi puissantes, qui font qu'aucun gouvernement ne restera au pouvoir s'il augmente les impôts, refuse de gros investissements, si néfastes soient-ils, ou prévoit de réduire progressivement les secteurs de l'économie qui nous mettent tous en danger.

Chacune de ces règles est née de la même vision cohérente du monde. Si cette vision du monde perd sa légitimité, toutes les règles qu'elle a édictées deviendront beaucoup plus faibles et vulnérables. C'est là une autre leçon de l'histoire des mouvements sociaux, toutes tendances politiques confondues : lorsqu'un changement fondamental se produit, ce n'est généralement pas par quelques mesures législatives étalées sur plusieurs décennies, mais dans une succession rapide de lois entérinant une avancée sur une autre. La droite appelle cela la "thérapie de choc", la gauche parle de "populisme", au sens où ce processus ne peut aboutir que grâce à une mobilisation populaire massive. (Songeons au cadre réglementaire hérité de la période du New Deal ou, plus près de nous, à la législation sur l'environnement des années 1960 et 1970.) Mais comment changer une vision du monde, une idéologie incontestée ?

Il convient d'abord de choisir dès le début les bons combats politiques, de se battre pour des enjeux qui changent la donne et visent à faire évoluer non seulement les lois, mais aussi les schémas de pensée. En ce sens, il pourrait être beaucoup moins efficace de se battre pour une taxe carbone minimale que, par exemple, de former une grande coalition pour revendiquer un revenu minimum garanti, non seulement parce qu'un revenu minimum permettra aux travailleurs de refuser des emplois liés aux énergies polluantes, mais aussi parce que le fait même de plaider pour une protection sociale universelle ouvre la voie à un vrai débat de fond sur les valeurs – sur ce que chacun de nous doit aux autres au nom de notre humanité commune, et sur ce qui, collectivement, nous paraît plus important que la croissance économique et les bénéfices des entreprises.

Une grande part de ce processus de changement profond de la société doit passer par des débats où seront formulés de nouveaux scénarios pour remplacer ceux qui ont échoué. Car, si nous nourrissons le moindre espoir de faire le bond civilisationnel qu'appelle cette décennie décisive, nous devons recommencer à croire que l'humanité n'est pas irrémédiablement égoïste et cupide, contrairement à ce que nous disent les émissions de télé-réalité et la théorie économique néoclassique. Fondamentalement, il s'agit de concevoir non un simple arsenal de mesures alternatives, mais une vision du monde alternative pour contrer celle qui est au cœur de la crise écologique, une vision fondée sur l'interdépendance plutôt que sur l'hyperindividualisme, sur la réciprocité plutôt que sur la domination et sur la coopération plutôt que sur la hiérarchie.

De nombreux arguments économiques plaident pour l'abandon des combustibles fossiles, et de plus en plus d'investisseurs patients en prennent conscience. Mais nous ne remporterons pas la bataille contre le réchauffement climatique en essayant de battre les comptables sur leur propre terrain – en soutenant, par exemple, qu'il est plus rentable d'investir aujourd'hui dans la réduction des émissions que de réparer, demain, les dégâts de la catastrophe.

Nous gagnerons en affirmant que de tels calculs sont moralement monstrueux, puisqu'ils insinuent qu'il serait

économiquement acceptable de laisser des pays entiers disparaître, des millions de gens mourir sur des terres desséchées et de priver les enfants d'aujourd'hui de leur droit à habiter un monde fourmillant des merveilles et des beautés de la création. Ces dernières années ont été riches de moments où des sociétés décident soudainement qu'elles en ont assez – songeons aux "printemps arabes" (avec leurs tragédies, leurs trahisons et tout le reste), aux mouvements des indignés européens qui ont occupé les places des grandes villes pendant des mois, à Occupy Wall Street ou aux grandes manifestations étudiantes au Chili et au Québec.

Le journaliste mexicain Luis Hernández Navarro appelle ces rares moments politiques qui semblent faire fondre le cynisme "*l'effervescence de la rébellion*". L'aspect le plus frappant de ces soulèvements, où les sociétés revendiquent un changement structurel, est qu'ils sont souvent inattendus – à commencer pour leurs organisateurs eux-mêmes. Et la vraie surprise est que nous sommes beaucoup plus nombreux que ce que l'on a bien voulu nous faire croire, que nous aspirons à mieux et que beaucoup plus de gens que nous ne l'imaginions partagent cette aspiration.

Saisir cette chance. Nul ne sait quand se produira le prochain moment d'effervescence, s'il sera précipité par la crise économique, par une catastrophe naturelle ou par un scandale politique. Ce que nous savons, en revanche, c'est qu'une planète en réchauffement présentera, hélas, de nombreux risques de déflagration. "*Ce qui est aujourd'hui politiquement réaliste ne le sera sans doute plus quand nous aurons essuyé d'autres ouragans Katrina, d'autres cyclones Sandy, d'autres typhons Bopha*", explique Sivan Kartha, chercheur à l'Institut pour l'environnement de Stockholm.

Par ailleurs, le monde ne ressemble pas à ce qu'il était à la fin des années 1980. Lorsque le changement climatique s'est imposé dans le débat public, le libéralisme et le triomphalisme de "la fin de l'Histoire" étaient à leur apogée. Mais sa phase décisive arrive dans un tout autre contexte historique. Nombre des freins qui empêchaient de réagir à la crise sont aujourd'hui usés : des décennies d'inégalités et de corruption galopantes ont discrédité l'idéologie libérale, lui ôtant une grande part de son pouvoir persuasif (sinon encore de son pouvoir politique et économique). Beaucoup d'entre nous commencent à se rendre compte qu'aucun chevalier blanc n'arrivera pour résoudre cette crise. Si le changement doit se produire, ce sera parce qu'il aura été impulsé depuis la base.

Nous sommes aussi beaucoup moins isolés que nous ne l'étions pour la plupart il y a encore dix ans : les structures bâties sur les décombres du néolibéralisme – des médias sociaux aux coopératives ouvrières, en passant par les marchés paysans et les banques solidaires – nous ont aidés à former une communauté malgré la fragmentation de la vie postmoderne. Au vu de ces facteurs, il est fort probable qu'une nouvelle crise nous poussera de nouveau dans la rue et sur les places, et qu'elle nous prendra tous par surprise.

Reste à savoir ce que les forces progressistes en feront. Car ces moments où l'impossible semble possible sont terriblement précieux et rares. Lorsque le prochain se présentera, il faudra s'en saisir, et pas uniquement pour dénoncer le monde tel qu'il est et construire des poches éphémères de liberté. Ce moment devra être le catalyseur qui nous permettra vraiment de construire un monde dans lequel nous serons tous en sécurité. Les enjeux sont trop élevés et le timing trop serré pour que nous nous contentions de moins.